

Hugo Blanco sur TIPNIS:

La Bolivie

Je ne sais pas toute l'histoire. Je voudrais juste souligner quelques faits qui ont retenu mon attention.

En 1952, quand le peuple a choisi le légèrement progressif Victor Paz Estenssoro, l'empire a ordonné un coup d'état et il s'est fait. Le peuple, dirigé par le prolétariat minier se leva, et défit en quelques jours l'armée et la police. Je ne connais aucun exemple historique de ce type.

Malheureusement, sa grande revendication était principalement le retour de Victor Paz, ce qui naturellement arriva. Les seules forces armées qu'il avait étaient des milices armées de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et du parti de Paz (Mouvement national révolutionnaire - MNR).

Le gouvernement a dû nationaliser l'industrie minière (ce que n'a pas fait Evo [Morales]), reconnaître le contrôle des travailleurs, et faire la réforme agraire dans la *sierra*.

Puis, peu à peu, Paz réorganisa l'armée. Après que lui succéda Siles Suazo puis qu'il revint à la présidence, l'armée était déjà si forte qu'elle put faire un coup d'état. Puis vinrent une série de dictatures militaires et de gouvernements civils.

Cependant, les événements de 52 survivent dans la mémoire populaire et dans celle de l'armée. Les élections de 2005 firent peur aux militaires. La Constitution ne détermine pas qui devient président si aucun candidat n'obtient plus de 50% des votes au premier tour. Il appartient à la Chambre des députés de le nommer parmi les deux candidats ayant obtenu le plus de votes. Les militaires connaissaient la vénalité des parlementaires d'où le danger d'une victoire du droitiste Quiroga, ce qui aurait provoqué un autre 52. Ainsi, bien que la loi l'interdit, l'armée publia une déclaration disant que si aucun candidat n'atteignant le seuil de 50%, la Chambre devait choisir le candidat ayant obtenu le plus de votes. La droite, bien sûr, a protesté. Mais la Chambre n'eut pas à déterminer le vainqueur car Evo atteignit environ 54% du vote populaire. L'armée, constatant qu'il n'y aurait pas un autre 52, poussa un soupir de soulagement.

Il est indéniable que la victoire d'Evo était un grand bond en avant : L'Assemblée constituante, la reconnaissance de l'État multinational, l'expulsion de l'Agence anti-drogue des ÉU et même celle de l'ambassadeur yankee, certaines nationalisations, etc..

Cette fois, cependant, les gens avaient d'autres revendications. L'une d'elle était une Assemblée constituante « *qui n'était pas entre les mains des partis politiques.* » Mais Evo fit en sorte qu'elle soit sous le contrôle des partis, pour deux raisons : pour être amical envers la droite et pour être le seul à déterminer les candidats. Ainsi, le secteur Alto de La Paz qui a voulu choisir son représentant n'a pas pu le faire. Il a dû voter pour le candidat choisi par le MAS.

La nouvelle constitution a laissé intacts les grands domaines. Elle a fait que les gens durent voter entre un maximum de 5 000 et de 10 000 hectares. Ce serait une honte au Pérou. Bien sûr, les gens ont voté pour 5 000, mais les arrangements avec la droite ont ratatiné la loi issue de la constitution adoptée par l'Assemblée, par exemple que la limite pour les grands domaines n'était applicable qu'aux futurs domaines mais non aux anciens.

Lorsque réagissant à l'humiliation infligée par la droite, la paysannerie de Sucre et la fédération paysanne décidèrent une grève de protestation, Evo fit en sorte qu'elle n'eut pas lieu.

Quand le « *référendum* » illégal de Santa Cruz en eut appelé à tout le peuple, celui-ci se mit en branle pour l'empêcher mais Evo le démobilisa. Ces frustrations comme les freins de Perron et de Allende (je les ai bien connus) sont nuisibles. Les gens en deviennent frustrés et sombrent dans l'apathie.

Comme en Équateur, les gens vraiment combattifs finissent par abandonner le gouvernement,

comme viennent de le faire le vice-ministre Raúl Prada et le ministre de la Défense Maria Cecilia Chacón Rendón. Restent les opportunistes qui ne cherchent que leur avantage personnel.

Pour TIPNIS

C'est très clair :

Au Pérou nous nous battons pour la mise en œuvre du droit de consulter les peuples autochtones au sujet de quelque activité réalisée sur leurs territoires. Cette disposition internationale de l'OIT est la loi en Bolivie, et c'est ce que le gouvernement piétine, essayant de détruire une réserve indienne et écologique au nom du *progrès*, MALGRÉ LE REJET DE LA POPULATION ABORIGÈNE.

Nous, les trotskystes, sommes habitués au stalinisme nous qualifiant *d'agents de l'impérialisme* à cause de la critique que nous faisons de la bureaucratie du point de vue de la gauche.

La même méthode stalinienne est utilisée par Evo et ses partisans contre ceux qui soutiennent les aborigènes : « *Ils sont poussés par la droite* ». Il est vrai que la droite utilise cet enjeu contre Evo et sa répression. Mais il est stupide de dire que tous ceux qui soutiennent les aborigènes sont poussés par la droite. Faudrait-il accepter, comme pour le stalinisme, comme *révolutionnaire* tout ce que fait Evo ?

Je suis également contre la REDD, un triomphe de la droite mondiale à Cancun. Mais je dois admettre que ce ne sont pas seulement les défenseurs de TIPNIS qu'elle illusionne sinon toutes les organisations amazoniennes de différents pays.

Le fait que des ONG soutenues par les ÉU soutiennent TIPNIS ne fait pas de tous les défenseurs des droits des peuples aborigènes des agents yankees. Cette méthode, encore une fois, est connue depuis longtemps par les trotskystes.

Emir Sader dit que nous ne reconnaissons jamais rien de positif chez les progressistes comme Evo ou Lula. C'est également faux. [... Dans la revue *Lutte aborigène*] nous avons souvent applaudi plusieurs mesures de Evo (je doute que nous pouvons qualifier Lula de progressiste). Tout comme nous, il y a beaucoup de gens qui soutiennent les avancées de Evo mais condamnent ses attitudes contraires aux intérêts populaires. C'est la même attitude que nous avons par rapport à Correa, à Chavez et au gouvernement cubain.

Dans le cas présent, en défense de la nature et des droits des peuples aborigènes, nous sommes à 100% avec les défenseurs de TIPNIS. Nous sommes particulièrement fiers d'être en bonne compagnie, soit celle d'Oscar Olivera, dirigeant de la « *guerre de l'eau* » de Cochabamba, qui a été la première étape de l'actuel processus révolutionnaire qui vit la Bolivie.

J'espère que nous continueront à parler de la Bolivie, ce qui implique également l'Équateur, le Venezuela, Cuba.

Une étreinte

Hugo